

Ville de Clermont-Ferrand

Conseil Municipal du vendredi 22 juin 2018

Vœu déposé par les groupes : communiste et républicain – Front de gauche, France Insoumise et Europe Ecologie Les Verts relatif à la coopérative agricole El Sanabel à Jalhul dans la région d'Hébron

En 2006, près de Hébron, un groupe d'agriculteurs palestiniens, las de voir leur raisin bloqué et pourrir aux barrages israéliens, décide de le transformer en jus commercialisable. C'est le début d'une histoire de résistance sociale, économique, politique et civile ...

Autrefois, dans ce petit morceau de Palestine, on gagnait sa vie normalement. Mais le ver était déjà dans le fruit. Suite aux accords d'Oslo et à l'Intifada, Israël frappe de plus en plus fort, multipliant les checkpoints, bloquant les routes. 2006 est une année catastrophique. 60 % du raisin perdu. Les routes bloquées, le raisin a pourri dans les camions ou n'a pas été récolté. Fallait-il encore cultiver ? Fallait-il rester ?

Des paysans se serrent alors les coudes. L'idée : faire du jus de raisin pour ne rien perdre en cas de problème. Une petite unité de jus de raisin pasteurisé à la main démarre, sans produits chimiques bien sûr. Ils expérimentent. À partir de là, le petit groupe de coopérateurs commence à travailler le produit, à mélanger les variétés, selon les taux d'acidité ou de sucre, pour satisfaire tous les goûts. La coopérative grandit. 365 agriculteurs en bénéficient. Un terrain est acheté. Bientôt, un bâtiment de 480 m² sort de terre. Reste à l'équiper en pressoirs, en équipements de filtration, pasteurisation...

La coopérative est soutenue par de nombreuses associations qui ont été alertés sur de récentes exactions de colons israéliens ces derniers jours. A deux reprises, des colons ont coupé 300 puis 700 ceps de vignes . Ces destructions ont été commises dans les vallées de Walo Qaboun et Merjameh, à seulement 300 mètres des miradors de l'armée israélienne qui ferme les yeux sur ces saccages.

La coopérative AL SANABEL bénéficie du soutien de l'Agence Française de Développement et de nombreuses collectivités française dont la ville de Clermont-Ferrand.

Le conseil municipal de Clermont-Ferrand demande au Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères :

- d'intervenir auprès du gouvernement israélien pour dénoncer ces pratiques odieuses qui visent indirectement les efforts de la Coopération française
- de demander aux autorités israéliennes de faire cesser de tels actes et d'exiger réparation de ces méfaits par les auteurs
- de prendre des sanctions concrètes si ces autorités ne réparaient pas.